

**LOI RELATIVE AUX RELATIONS DE TRAVAIL DANS LES SERVICES PUBLICS**

**DEMANDE D'ACCREDITATION  
PRÉSENTÉE À LA COMMISSION  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI**

**FORMULE R-1A**

**DOSSIER C.R.T.S.P.**

**(à n'utiliser qu'après la période d'accréditation initiale)**

1. REQUÉRANT, nom et adresse

EMPLOYEUR, nom et adresse

\* Rayer la mention  
inutile

2. Lorsque le requérant est un conseil d'association d'employés, indiquer le nom de  
chaque association d'employés qui le compose :

4. Les raisons que le requérant entend évoquer à l'appui de sa prétention quant au caractère approprié de l'unité de né-  
gociation décrite au numéro 3 :

5. a) Nombre approximatif d'employés dans  
l'unité de négociation proposée :

b) Nombre approximatif d'employés que  
vous prétendez représenter dans l'unité  
de négociation proposée :

6. Indiquer brièvement le genre de preuves sur lesquelles vous fondez la revendication de l'alinéa 5a) ci-dessus :

7. Nom et adresse de toute association d'employés accréditée comme agent négociateur de tout employé de l'unité pro-  
posée au numéro 3 ci-dessus :

Autres renseignements pertinents à l'appui de la présente demande :

Fait à . . . . . , le . . . . . , 20. . . . . , et signé au nom du requérant par

.....  
signature

.....  
fonction exercée dans l'association d'employés

.....  
signature

.....  
fonction exercée dans l'association d'employés

REMARQUES : Lorsque le requérant désire énumérer des personnes qu'il considère comme étant préposées à la gestion ou à des fonctions confidentielles, il peut le faire en déposant, avec sa demande, une liste indiquant le nom de chacune d'elles, en désignant le ministère ou la section des services publics dans lequel elles sont employées de telle façon que chaque subdivision corresponde à un alinéa de la définition « personne » figurant à l'article 1 de la Loi.

---

Je déclare (Nous déclarons) que les réponses et les renseignements contenus dans la demande qui précède sont véridiques en substance et en fait. Je déclare (Nous déclarons) en outre que j'ai (nous avons) été dûment autorisé(s) à faire la présente demande. Et je fais (nous faisons) cette déclaration solennelle, la croyant vraie en toute conscience et sachant qu'elle a les mêmes effets que si elle était faite sous serment et aux termes de la *Loi sur la preuve*.

Déclaré par ..... et .....  
devant moi à ....., .....  
dans le comté d. ...., .....  
le ..... 20.....  
.....  
signature  
signature

---

(Cette déclaration doit être faite devant un commissaire aux serments ou toute autre personne autorisée par la Loi à faire prêter serment)